

« Notre ferme est de plus en plus exposée aux aléas climatiques »

PAR MICKAËL CORREIA
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 28 JUIN 2021



Cyrille Guilloteau est producteur de lait bio depuis 2010 à Pancé, à 35 kilomètres au sud de Rennes. 23 juin 2021. © MC / Mediapart

Éleveurs laitiers bio en Bretagne, Cyrille Guilloteau et Stéphanie Sabin déploient depuis dix ans sur leur ferme des pratiques agricoles vertueuses pour le climat. Mais en dépit de l'urgence climatique, la future politique agricole commune ne changera en rien leur quotidien.

Pancé (Ille-et-Vilaine). – Le ciel est bas en cette matinée de juin. Cyrille Guilloteau et Stéphanie Sabin montrent l'étendue de leurs terres sans que les vaches ne leur prêtent attention, trop occupées à brouter l'herbe grasse. « Vous sentez ce vent ?, interpelle soudain l'éleveur. Il vient de l'Est, c'est un vent continental qui assèche nos prairies, une vraie plaie. » La direction des vents, les trajectoires de pluie, la dureté des étés, le couple de jeunes agriculteurs peut en parler durant des heures.

Installés comme producteurs de lait bio depuis 2010 à Pancé, à 35 kilomètres au sud de Rennes, ils possèdent une quarantaine de vaches. Une petite ferme paysanne pour le territoire, sachant que la taille moyenne des élevages laitiers bretons atteint le cap des 75 bêtes.

Cyrille Guilloteau et Stéphanie Sabin ont fait le choix d'être entièrement autonomes quant à l'alimentation de leurs animaux. Sur leurs 64 hectares de terre, 70% sont des prairies dédiées au pâturage des vaches ou à la production de foin. Le reste est occupé par des cultures de luzerne, de céréales et de maïs qui servent de complément alimentaire à la fin de l'été, lorsque les prairies ne sont plus exploitables.

« Les vaches sont en pâture jusque mi-juillet, explique Cyrille Guilloteau. Notre principale ressource, c'est l'herbe, et notre autonomie, c'est d'abord de ne pas importer du soja qui provient d'Amérique du Sud [dont la culture industrielle est vectrice de déforestation en Amazonie – ndlr]. Nous nous interdisons aussi d'acheter de la luzerne importée d'Italie. »

Depuis leur arrivée à Pancé, le couple a mis en œuvre une approche globale pour intégrer la question climatique au cœur de leur élevage.

« Le vieillissement des prairies est un gros levier climatique pour les fermes laitières », précise Goulven Le Bahers, coordinateur des **Civam**, un réseau de groupes paysans qui travaillent collectivement à la transition agroécologique et dont font partie Cyrille Guilloteau et Stéphanie Sabin. « Les prairies permettent l'autonomie alimentaire et de capturer du CO₂. On peut également jouer sur la simplification des techniques de culture, pour utiliser moins d'engrais et de pesticides. »

« Nous avons des pâtures qui n'ont pas été labourées depuis sept ans et nous n'utilisons aucun pesticide ni engrais. La première chose que nous avons vendue en reprenant la ferme, c'est le pulvérisateur ! », sourit Cyrille Guilloteau.

Replanter des arbres en haies dans les parcelles est aussi une pratique soucieuse du climat qui, au-delà du stockage de carbone, permet de couper les vents,

de procurer de l'ombre aux vaches, de drainer l'eau et, enfin, d'abriter toute une biodiversité d'oiseaux et d'insectes.



Cyrille Guilloteau est producteur de lait bio depuis 2010 à Pancé, à 35 kilomètres au sud de Rennes. 23 juin 2021. © MC / Mediapart

Le couple paysan a déjà planté plus de 1,5 kilomètre de haies de chênes, troènes, érables et poiriers sauvages. Les branchages servent ensuite à alimenter leur chaudière à bois déchiqueté qui fournit le chauffage et l'eau chaude sur l'ensemble de leur ferme, habitation comprise.

« Nous avons gardé la pierre du bâti, tout en l'isolant avec de la paille et de l'enduit pour ne pas utiliser du béton ou de la laine de verre, ajoute le couple. Quant au carburant, nous en consommons moins que nos homologues car toutes nos terres sont regroupées: les tracteurs en brûlent beaucoup pour aller d'une parcelle à une autre via les routes départementales. »

S'adapter au climat

Seule ombre au tableau: le réchauffement climatique. En 2016, 2018 puis 2019, l'exploitation agricole a subi des épisodes de sécheresse, obligeant les deux éleveurs à acheter de la luzerne. «Ça nous a plombés financièrement, se désole Stéphanie Sabin. Depuis dix ans, notre ferme est de plus en plus exposée aux aléas climatiques.»

Cyrille Guilloteau précise: «Notre système herbager est très dépendant de la pluie pour faire pousser l'herbe. Notre stratégie est d'adapter notre nombre de vaches, qu'on revend, en fonction de nos ressources alimentaires disponibles. Nous produisons moins de lait mais, en parallèle, nous avons moins de charges de production. Les agriculteurs conventionnels, eux, sont surendettés, ils doivent donc continuer de produire coûte que coûte. »

« Nous ne sommes pas sereins lors des sécheresses mais les éleveurs productivistes ont un boulet financier aux pieds, c'est un autre stress! », résume Stéphanie Sabin.



Une des prairies de la ferme paysanne de Cyrille Guilloteau et Stéphanie Sabin. Pancé, 23 juin 2021. © MC / Mediapart

Les deux éleveurs ont par ailleurs décidé de se diversifier, car, comme le souligne Goulven Le Bahers: «L'enjeu pour les paysans est surtout de s'adapter au réchauffement climatique.»

Stéphanie Sabin accueille déjà une fois par semaine de jeunes adolescents en difficulté sociale. Elle a organisé en octobre dernier un atelier en non-mixité pour apprendre, entre femmes, à conduire un tracteur. Un **projet de recherche-action** mené dans la région par les Civam et des chercheurs de l'Inra a en effet démontré que les agricultrices avaient à développer leur autonomie, ces dernières jouant un rôle moteur dans la transition écologique des fermes.

Pour développer l'alimentation de proximité, des plantations de pommiers et l'accueil sur leurs terres d'un boulanger ou d'un maraîcher sont à venir. Et, en juillet prochain, la ferme hébergera, le temps d'une journée, une scène musicale et une compagnie de théâtre.

Une PAC hors sol

Pour tous leurs efforts déployés en faveur d'une agriculture moins émettrice de gaz à effet de serre, Cyrille Guilloteau et Stéphanie Sabin ne bénéficient de la part de la politique agricole commune (PAC) que de **mesures agroenvironnementales et climatiques** (Maec) ; des aides financières européennes de faible envergure, censées accompagner la transition agroécologique. La Maec actuellement versée au couple de paysans ne s'élève ainsi qu'à 160 euros par hectare – soit une aide annuelle de 10000 euros.

Actuellement, les deux éleveurs travaillent en moyenne 45 heures par semaine pour un revenu net mensuel de 700 euros chacun.

Le 21 juin, la Cour des comptes européenne a sévèrement épinglé la PAC, signalant que malgré les 100milliards d'euros attribués sur la période 2014-2020 pour des actions climatiques, les émissions de gaz à effet de serre d'origine agricole n'ont pas baissé depuis 2010. «*La PAC n'incite pas à recourir à certaines pratiques efficaces favorables au climat*», **cingle** la gardienne des finances européennes.

À l'heure où la France **clame** sa volonté de renforcer l'ambition environnementale de la future PAC (2023-2027), le volume financier accordé aux Maec demeurera globalement équivalent, soit de l'ordre de 250millions d'euros annuels pour l'Hexagone.

«*On n'attend pas grand-chose de la prochaine PAC, ça ne changera rien pour nous*», lâche Cyrille Guilloteau. Au sein des Civam, ce dernier est membre d'un groupe de travail transversal qui s'attelle à élaborer leur propre Maec, au plus près de leur réalité agricole.

«*Nous sommes une dizaine de paysans de la région à nous pencher sur une Maec "élevage laitier" avec un cahier des charges qui prendrait réellement en compte l'aspect carbone de nos pratiques*, poursuit Cyrille Guilloteau. *Cela se traduit par de l'incitation financière à planter des haies pour capter du CO₂, des aides pour chaque année de vieillissement des prairies et la limitation de la taille des parcelles à 6hectares, pour favoriser la biodiversité.*»

Le réseau Civam, *via* le collectif **Pour une autre PAC**, portera très prochainement le fruit du travail «par en bas» de ces éleveurs auprès du ministère de l'agriculture.

«*D'ici cet été, la France doit rendre à l'Union européenne son plan stratégique national, c'est-à-dire sa déclinaison nationale de la PAC*, détaille Goulven Le Bahers. *Nous allons commencer les discussions avec le ministère pour pouvoir y intégrer entre autres cette Maec. Mais, pour l'instant, les Maec proposées par le ministre Julien Denormandie sont saucissonnées en enjeux environnementaux très ciblés comme l'eau, sans réelle approche systémique de la question climatique. Nous sommes encore bien loin d'une PAC qui incite les agriculteurs à la transition écologique.*»

Syndiquée à la Confédération paysanne, Stéphanie Sabin était le 27mai dernier devant le siège national de Pôle emploi, aux Lilas (Seine-Saint-Denis). À l'appel du syndicat paysan, elle était venue avec d'autres agriculteurs dénoncer une PAC productiviste et destructrice d'emplois.

«*Nous avons été chargés, arrosés de gaz lacrymogène et nassés par la police* », ne décolère pas l'éleveuse. Deux parlementaires ont été jusqu'à **être brutalement bousculés** par les forces de l'ordre.

Avant de repartir voir ses vaches, Stéphanie Sabin assure: «*Je ne m'attendais pas à ça du tout, mais je suis prête à y retourner s'il le faut. Nous n'en pouvons plus de nous faire rabaisser plus bas que terre.*»

Boite noire

Je me suis rendu à la ferme de Cyrille Guilloteau et Stéphanie Sabin le 23juin 2021.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.